

Le syndicalisme au Congrès Anarchiste International  
d'Amsterdam (1907)

## Commentaires sur le débat Monatte-Malatesta

René Berthier

### Commentaires 1

Le congrès anarchiste d'Amsterdam passe dans le mouvement libertaire comme celui où fut débattue entre Monatte et Malatesta la question des rapports entre syndicalisme et anarchisme. Sans doute la réputation largement reconnue du révolutionnaire italien, qui s'est opposé à un jeune blanc-bec de la CGT française, contribua-t-il à mettre en avant leur débat ; je dirais cependant que le principal débat qui eut lieu lors de ce congrès ne porta pas sur le syndicalisme mais sur la question : faut-il s'organiser ? Un débat qui en dit long sur l'état du mouvement anarchiste de l'époque.

Dans le cours de ce débat, Dunois avait rappelé à juste titre la période où « la majeure partie des anarchistes était opposée à toute pensée d'organisation ». Certains anarchistes, «déniant toute réalité à la lutte de classe, ne consentaient à voir dans la société actuelle que des antagonismes d'opinion...». Pour Dunois, l'anarchisme est *issu* du mouvement ouvrier. Il est «une des modalités du socialisme révolutionnaire. Ce qu'il nie, ce n'est donc pas l'organisation (...), c'est le gouvernement (...). L'anarchisme n'est pas individualiste ; il est fédéraliste, "associationniste", au premier chef. On pourrait le définir : le fédéralisme intégral». Pour Dunois, la crise de l'anarchisme en France est la conséquence de l'absence d'organisation – il ne semble pas se demander si l'absence d'organisation ne serait pas le symptôme de la crise du mouvement anarchiste. Il conclut son propos en disant que les anarchistes doivent se regrouper autour d'un « programme d'action pratique ».

Significativement, l'intervention de Dunois ne suscita aucun commentaire.

Les congressistes étaient plus intéressés par un débat sur le vote et sur les rapports entre liberté et organisation. Ce débat fut clos par Malatesta qui essaya de réduire les divergences entre des positions en réalité inconciliables : son argument selon lequel les « anti-organisateur » peuvent à l'occasion s'organiser mieux que les « organisateur » n'est évidemment pas très convaincant. Le compte rendu que fera plus tard Malatesta montrera une attitude très conciliante ; il ne verra dans les positions en présence « aucune dissension fondamentale »<sup>1</sup>. En fait, lorsqu'on lit l'intervention de l'individualiste néerlandais Croiset, on se rend compte de la distance infranchissable qui le sépare de l'anarchisme : « Moi, moi, et les autres ensuite ! » Ce n'est qu'au congrès de Paris, en 1913, lors duquel eut lieu une tentative de créer une organisation libertaire au niveau national, que le mouvement prit fermement ses distances avec l'individualisme.

Luigi Fabbri avait une position plus réaliste, due sans doute au fait qu'il n'était pas soucieux de présenter au public une image consensuelle. Il pensait qu'aucun accord n'était possible entre partisans de l'organisation et individualistes, ce dernier étant incompatible avec l'« idée-mère »<sup>2</sup> de l'anarchisme : « la division qui existe sur ce point chez les anarchistes est beaucoup plus profonde qu'on ne le croit, et suppose aussi une inconciliable discordance théorique »<sup>3</sup>. Fabbri est visiblement irrité par ceux qui (comme Malatesta), déclarent qu'au fond tout le monde est d'accord, l'objectif recherché étant le même, les divergences ne portant que sur la tactique. Il pense au contraire que « sous le vernis apparent de la communauté de trois ou quatre idées [...] il y a une différence énorme dans la conception de chacune de ces affirmations théoriques »<sup>4</sup>.

Le syndicalisme révolutionnaire est une production du mouvement ouvrier français, c'est au sein de la CGT que « les idées syndicalistes révolutionnaires ont pris naissance et se sont développées », dit Monatte au début de son intervention, après avoir déclaré que ce courant ne se définit pas par des théories mais par des actes. En disant que « le syndicalisme est la preuve d'un réveil du mouvement ouvrier », Monatte veut-il signifier que les attentats anarchistes, encore proches, censés eux aussi « réveiller » le mouvement ouvrier, ont failli à la tâche annoncée ? En tout cas, il entend rappeler que l'anarchisme a des « origines ouvrières ». C'est à ce titre que « syndicalisme et anarchisme ont réagi l'un sur l'autre ». Le discours de Monatte consiste à dire que la classe

---

<sup>1</sup> *Les Temps Nouveaux*, 28 septembre 1907, p. 2.

<sup>2</sup> Luigi Fabbri, « L'Organisation anarchiste ». Cité par Ariane Miéville & Maurizio Antonioli, *Anarchisme & Syndicalisme Le Congrès Anarchiste International d'Amsterdam (1907)*, Nautilus/Éditions du Monde libertaire, 1997. Voir : <http://monde-nouveau.net/spip.php?article578>

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

ouvrière a une pensée propre, qu'elle est capable d'élaborer sa propre théorie, qu'elle a brisé avec tout courant politique tendant à la « guider », qu'elle a créé sa propre organisation – la CGT – et qu'elle a son propre programme – l'abolition du salariat.

A Amsterdam, Monatte présente une sorte de tableau théorique de l'anarchisme, une simulation : il ne parle pas de la CGT réelle et des problèmes auxquels elle était confrontée à l'époque. Il se fait l'expression d'une doctrine officielle, le porte-parole de la direction confédérale.

La réponse que fait Malatesta à l'intervention de Monatte est complexe à interpréter parce qu'en réalité, il ne lui répond pas. Il ne semble pas avoir bien entendu l'intervention de son jeune camarade. Il ne répond pas à l'exposé – très succinct – de Monatte sur les principes généraux du syndicalisme révolutionnaire ; il répond à Monatte comme si celui-ci avait défendu le syndicalisme traditionnel, réformiste. Il semble récuser au syndicalisme révolutionnaire une quelconque spécificité par rapport au syndicalisme réformiste traditionnel. C'est pourquoi il affirme que le syndicalisme (celui qu'il a en tête) ne peut être que « légalitaire et conservateur » alors même que les syndicalistes révolutionnaires ne cessent de prôner l'action illégale et révolutionnaire.

Affirmant que le syndicalisme ne saurait aller au-delà de « l'amélioration des conditions de travail », il méconnaît totalement l'objectif de la CGT concernant l'appropriation des moyens de production par la classe ouvrière.

Le révolutionnaire italien affirme refuser l'idée de syndicats d'opinion, y compris anarchistes qui, selon lui, « légitimeraient, tout aussitôt des syndicats social-démocratiques, républicains, royalistes ou autres ». Il veut des syndicats « largement ouverts à tous les travailleurs sans distinction », des « syndicats absolument neutres ». Malatesta avance ces arguments comme si c'étaient là des réfutations du point de vue de Monatte : *mais c'est exactement ce que dit Monatte !!!*

Manifestement, Malatesta n'a pas entendu Monatte pester contre ce qu'il appelle le syndicalisme d'opinion « qui a produit, en Russie par exemple, des syndicats anarchistes, en Belgique et en Allemagne, des syndicats chrétiens et des syndicats social-démocratiques ». Monatte leur oppose un syndicalisme « neutre ou, plus exactement, indépendant ».

Surprenante surdité de Malatesta.

Pour Monatte la neutralité du syndicat par rapport à la politique a pour objectif de garantir son unité et le maximum d'efficacité dans la lutte ; Malatesta, lui, veut des syndicats « neutres » « avant tout dans l'intérêt de notre propagande dont le champ se trouverait ainsi considérablement élargi ». Les deux hommes veulent des syndicats neutres et unis, mais pas pour les mêmes raisons.

Malatesta voit dans le syndicalisme une « doctrine », un « système », dont l'intérêt ne réside que dans le fait qu'il est un « terrain particulièrement propice à notre propagande révolutionnaire » et un « point de contact entre les masses et nous ». Cela lui paraît tellement évident qu'il précise : « Je n'ai pas besoin d'insister là-dessus. » Le syndicalisme n'est donc qu'un terrain de propagande et de recrutement pour le mouvement anarchiste.

Malatesta a l'air de penser que les syndicalistes révolutionnaires veulent un syndicalisme affinitaire, ce qui n'est *absolument pas* le cas. Pour Monatte et ses camarades, il n'y a « qu'une classe ouvrière », et par conséquent une seule organisation ouvrière – ce qui par définition exclut le syndicalisme d'opinion. Mais c'est peut-être là que se trouve le problème pour Malatesta, qui semble penser que le concept de classe ouvrière est trop imprécis pour être opérationnel, et pour qui l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas le but recherché, mais l'émancipation de l'humanité tout entière. Malatesta conteste catégoriquement l'idée selon laquelle le syndicalisme se suffit à lui-même.

Le vrai débat qui oppose Monatte et Malatesta a déjà été posé par Proudhon dans son testament politique, la *Capacité politique des classes ouvrières* ; puis au tournant du siècle après la publication par James Guillaume de textes de Bakounine : c'est celui de l'acquisition par la classe ouvrière de la conscience révolutionnaire, de sa capacité à construire une organisation et de sa capacité à développer un programme. Dans la *Capacité*, publiée en 1865, un an après sa mort, Proudhon fait un remarquable exposé de la situation du mouvement ouvrier de l'époque. Il y expose notamment les conditions qui, selon lui, sont nécessaires pour que le prolétariat puisse parvenir à la capacité politique. Il conclut que, à son époque, toutes les conditions ne sont pas réunies :

– la classe ouvrière est arrivée à la conscience d'elle-même « au point de vue de ses rapports avec la société et avec l'État », dit-il ; « comme être collectif, moral et libre, elle se distingue de la classe bourgeoise ».

– elle possède une « idée », une notion « de sa propre constitution » elle connaît « les lois, conditions et formules de son existence ».

– mais Proudhon s'interroge pour savoir si « la classe ouvrière est en mesure de déduire, pour l'organisation de la société, des conclusions pratiques qui lui soient propres ». Il répond par la négative : la classe ouvrière n'est pas encore en mesure de créer l'organisation qui permettra son émancipation.

Proudhon meurt en janvier 1865, quatre mois avant la fondation de la Première internationale. Il appartiendra à Bakounine de poursuivre la réflexion. En lisant attentivement les termes du débat entre Monatte et Malatesta au congrès anarchiste d'Amsterdam de 1907, on voit que c'est la même question qui divise les deux hommes.

La question soulevée par le livre de Proudhon, publié en 1865 revient de nouveau sur le devant de la scène au début du 20<sup>e</sup> siècle avec la publication, entre 1903 et 1907, de textes qui raniment le souvenir de l'Internationale et de Bakounine. En 1903, James Guillaume publia une série d'articles qui furent ensuite réunis en brochure : *Le Collectivisme dans l'Internationale*. En 1905 il publia le premier volume de *L'Internationale documents et souvenirs*. Amédée Dunois publia le 16 septembre 1905 dans *Les Temps Nouveaux* un article sur la Fédération jurassienne, « Les Précurseurs », qui sera ensuite publié par Fabbri dans *Il Pensiero*. Luigi Fabbri écrit en 1906 une brochure, *L'Organisation ouvrière et l'anarchie*, à propos de laquelle *La Vita Operaia* d'Ancone écrira, en juillet 1906 : « Le syndicalisme est le concept que donnèrent Bakounine d'abord et l'Internationale ensuite, aux organisations de résistance ouvrière ayant pour base l'abolition du capitalisme et la substitution des organisations fédérales des travailleurs à l'État bourgeois au moyen de l'action directe et révolutionnaire du prolétariat <sup>5</sup>. » Enfin, en 1907, tout en continuant de publier *L'Internationale documents et souvenirs*, James Guillaume s'attelle à la publication du volume II des *Œuvres* de Bakounine, dont le premier volume était paru en 1895 .

Mais c'est un texte initialement publié en 1869 dans *l'Égalité* de Genève, sous forme de quatre articles, qui va déclencher une véritable querelle : il s'agit de *La Politique de l'Internationale* <sup>6</sup>, dont de larges extraits avaient été publiés en 1907 dans *Les Temps Nouveaux* et dans *Il Risveglio*. Le texte de Bakounine va fournir le prétexte à une polémique qui va durer au moins jusqu'à la déclaration de la guerre <sup>7</sup>. Selon les syndicalistes révolutionnaires, la prépondérance du point de vue économique affirmée par Bakounine conduirait à la prépondérance de l'organisation de lutte économique sur l'organisation politique, justifiant la théorie du syndicat qui « suffit à tout ». Or Bakounine n'a jamais affirmé une telle chose et on ne trouvera rien de tel dans ses écrits. Le fait qu'il affirme que, du point de vue stratégique, l'organisation de classe du prolétariat constituera la structure à partir de laquelle sera reconstruite la société socialiste après le renversement du capitalisme, ne signifie pas que, sur le plan tactique, l'AIT soit une organisation qui à elle seule suffit à toutes les tâches de la lutte révolutionnaire.

Les syndicalistes révolutionnaires et les anarchistes, après être dans un premier temps convenus que le syndicalisme révolutionnaire était la forme en acte du l'anarchisme, divergeront rapidement sur cette question, les seconds, à cause même de l'idée selon laquelle le syndicat suffit à tout, reprochant aux premiers de leur faire en quelque sorte concurrence.

---

<sup>5</sup> « A proposito di sindacalismo », in *La Vita Operaia*, 14 juillet 1906.

<sup>6</sup> <http://monde-nouveau.net/spip.php?article501>

<sup>7</sup> Cette question est exposée en détail dans *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme*, Maurizio Antonioli, éditions Noir et Rouge, 2014

Les deux courants polémiqueront sur la question de l'« automatisme », une interprétation très mécanique et erronée de la pensée de Bakounine, selon laquelle la lutte syndicale est une école de la révolution et que les travailleurs acquièrent la conscience révolutionnaire par la seule expérience de la lutte des classes. Cette idée, soutenue par les syndicalistes révolutionnaires, fut d'abord approuvée, puis combattue par les anarchistes communistes qui en vinrent à affirmer qu'une intervention extérieure à la classe ouvrière était nécessaire.

Les deux courants s'opposèrent également sur l'interprétation à donner au point de vue de Bakounine concernant le rôle assigné respectivement à l'organisation de lutte économique et à l'organisation de lutte politique dans l'élaboration de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. La branche « syndicaliste » de l'héritage bakouninien s'efforçait de montrer la filiation entre les thèses de Bakounine et leurs propres pratiques. Elle ne manquait pas d'argument allant dans ce sens, et James Guillaume ne manqua pas de les mettre en valeur. Niant cette filiation, les anarchistes communistes en arrivèrent même à contester le bien-fondé général des thèses de Bakounine.

L'enjeu était en vérité important. Il s'agissait de déterminer qui pouvait légitimement se réclamer de la direction de la classe ouvrière, même si les anarchistes se défendaient de vouloir la « diriger ». Si cette dernière n'est pas capable d'atteindre seule la capacité politique, c'est-à-dire la conscience de la nécessité de renverser l'ordre social capitaliste, la direction légitime du mouvement ouvrier appartiendra au groupe qui sera en mesure de lui apporter cette conscience. La social-démocratie allemande, avec Kautsky, et le bolchevisme avec Lénine, ont répondu à leur manière à cette question :

« Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. » (Lénine, *Que faire ?*)

Citant textuellement Kautsky, Lénine reconnaît certes que « comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même titre que la lutte de classe du prolétariat ». Mais il y a une coupure, ontologique, dirait-on, entre le socialisme et la lutte des classes qui ne « s'engendrent pas l'un l'autre », car ils « surgissent de prémisses différentes ». Nous ne sommes finalement pas très loin des thèses de Malatesta : l'anarchisme n'est pas le produit de la lutte des classes.

La conscience socialiste ne peut surgir que « sur la base d'une profonde connaissance scientifique » ; or, dit Lénine, « le porteur de la science [*c'est-à-dire la connaissance théorique du socialisme, dans le jargon social-démocrate*] n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois : c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires

intellectuellement les plus développés... » La conscience socialiste est « un élément importé du dehors dans la lutte du prolétariat »<sup>8</sup>.

Si Malatesta ne sombre pas dans les délites marxistes sur le « socialisme scientifique », il n'en pense pas moins que l'anarchisme est une pensée produite à l'extérieur de la classe ouvrière – ce qui revient implicitement à dire qu'il a été élaboré par des intellectuels.

Il est particulièrement significatif que les syndicalistes révolutionnaires se reconnaîtront parfaitement dans Proudhon dont on connaît pourtant l'opinion sur les grèves. Pour Daniel Colson<sup>9</sup> l'explication réside dans « l'extraordinaire intelligence pratique et théorique des mouvements ouvriers d'alors ». Les militants ouvriers étaient parfaitement capables de faire le tri dans l'extraordinaire profusion d'idées qu'on peut trouver dans la pensée de Proudhon.

Pour Malatesta, il y a d'un côté l'anarchisme, qui est une théorie, et de l'autre le mouvement ouvrier, qui est le moyen de mettre en pratique cette théorie. Mais l'un et l'autre sont nettement séparés. Si le mouvement ouvrier est un « terrain propice », c'est circonstanciel ; il peut y avoir d'autres terrains propices, qui feraient tout aussi bien l'affaire. Mouvement ouvrier et anarchisme n'apparaissent pas comme indissolublement liés ; on n'a pas l'impression que l'anarchisme est une idée issue de la pratique du mouvement ouvrier et qui retourne au mouvement ouvrier sous forme de théorie.

Mieux, le syndicat ne doit pas être le prétexte de perdre notre identité d'anarchistes : « au syndicat, nous devons rester des anarchistes ». Malatesta le dit très clairement : « Le mouvement ouvrier n'est pour moi qu'un moyen, le meilleur évidemment de tous les moyens qui nous sont offerts. »

La qualité d'anarchiste semble donc conférer à l'individu une situation au-dessus des classes ; l'anarchisme n'est pas la théorie du prolétariat qui permet à celui-ci de comprendre la société capitaliste et de s'organiser contre elle, qui lui ouvre des perspectives pour la construction d'une société sans exploitation. L'anarchisme semble être une doctrine dans l'abstrait, et non une théorie élaborée à travers la lutte des classes par l'expérience durement acquise du prolétariat. Ce n'est pas l'expérience de lutte des travailleurs qui serait théorisée, mais une théorie fabriquée à partir d'un certain nombre de présupposés

---

<sup>8</sup> Il n'est pas possible d'identifier les positions de Marx à celles de Lénine (ou de Kautsky). Marx n'a jamais dit les choses aussi cyniquement que Lénine. Lorsque, parlant des communistes, il écrit dans le *Manifeste* qu'ils « ont sur le reste du prolétariat [je souligne] l'avantage d'une intelligence claire des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétaire » et que parmi eux il y a des intellectuels bourgeois qui, « à force de travail se sont élevés jusqu'à l'intelligence théorique de l'ensemble du mouvement historique », il se situe totalement en dehors du système de pensée léniniste.

<sup>9</sup> Daniel Colson, « Proudhon et le syndicalisme révolutionnaire », R.A. Forum.

philosophiques et dont le prolétariat serait l'instrument de réalisation privilégié. Qu'on en juge :

« Je le répète, il faut que les anarchistes aillent dans les unions ouvrières. D'abord pour faire de la propagande anarchiste ; ensuite parce que c'est le seul moyen pour nous d'avoir à notre disposition, le jour venu, des groupes capables de prendre en mains la direction de la production. »

Malatesta ne dit pas : « C'est le seul moyen pour la classe ouvrière de prendre en main la direction de la production », mais : « C'est le seul moyen pour *nous* (les anarchistes) d'avoir à *notre* disposition », etc. Malatesta pose le problème à peu près dans les mêmes termes que la social-démocratie, qu'elle soit réformiste ou révolutionnaire.

Pour une bonne partie des anarchistes de l'époque, la vision qu'avaient les anarchistes du travail dans les syndicats n'était pas de développer à l'intérieur de l'organisation de masse une stratégie cohérente et concertée : il s'agissait au mieux d'utiliser le mouvement syndical comme lieu dans lequel on fera de la « propagande anarchiste ». Cette absence de vision stratégique globale des anarchistes (mais j'ajouterais que les syndicalistes révolutionnaires ont été eux aussi particulièrement myopes) aura des conséquences dramatiques une dizaine d'années plus tard, après la révolution russe, parce qu'elle va empêcher à la fois les syndicalistes révolutionnaires de la CGT et les anarchistes d'organiser la résistance à la pénétration bolchevique dans l'organisation syndicale.

Et, ironie de l'histoire, Monatte, le protagoniste du débat avec Malatesta, abandonnera après la Révolution russe tous les principes qu'il avait énoncés à Amsterdam pour contribuer à livrer la CGT à l'Internationale syndicale rouge, le volet syndical de l'Internationale communiste <sup>10</sup>.

Monatte prend soin de décrire les structures du fonctionnement fédéraliste de la CGT, qui n'ont guère changé depuis, ce qui montre bien qu'un mode de fonctionnement à lui seul ne saurait garantir le caractère libertaire d'une organisation. Une bonne partie de l'intervention de Monatte consiste en rappels historiques. Il donne trois dates : 1892, création de la Fédération des bourses du travail ; 1894, vote au congrès de Nantes du principe de la grève générale révolutionnaire ; 1895, création de la CGT.

Quelques remarques intéressantes permettent de dresser un portrait du mouvement anarchiste de l'époque. Ce serait vers ces trois dates que « nombre d'anarchistes, s'apercevant enfin que *la philosophie ne suffit pas pour faire la révolution*, entrèrent dans un mouvement ouvrier qui faisait naître, chez ceux

---

<sup>10</sup> En fait c'est un peu plus compliqué que cela. Monatte faisait partie de ces syndicalistes révolutionnaires qui approuvaient l'adhésion de la CGTU – scission de la CGT – à l'Internationale syndicale rouge, mais lui-même n'était pas à la CGTU parce que son syndicat, le syndicat des correcteurs – n'avait pas scissionné.

qui savaient observer, les plus belles espérances ». Les anarchistes avant cette date auraient donc été essentiellement des contemplatifs. Monatte nous donne l'image d'anarchistes dont le « révolutionnarisme s'était réfugié superbement dans la tour d'ivoire de la spéculation philosophique ». Cette image concorde avec celle donnée par bien d'autres auteurs de l'époque.

Monatte oublie que le débat au sein du mouvement anarchiste sur l'opportunité d'entrer dans les syndicats est bien antérieur à ces dates, que si une partie du mouvement anarchiste était franchement hostile aux syndicats, d'autres militants y étaient actifs depuis un bon moment : 1878 pour le cas de Pouget, et il y en eut bien d'autres.

Commentant l'expression « le syndicat se suffit à lui-même » – une idée « pas toujours été très bien comprise, même des anarchistes » et à laquelle Malatesta s'oppose catégoriquement –, Monatte nous explique que désormais, « la classe ouvrière est en mesure de déduire, pour l'organisation de la société, des conclusions pratiques qui lui soient propres » : autrement dit, la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation ».

En somme, la classe ouvrière est parvenue à la troisième phase de développement définie par Proudhon. « Quel anarchiste pourrait trouver à redire à une volonté d'action si hautement affirmée ? », demande Monatte.

Malatesta reproche aux syndicalistes de tendre « à faire du moyen une fin, à prendre la partie pour le tout ». Et là on comprend ce qui le préoccupe par-dessus tout : « dans l'esprit de quelques-uns de nos camarades, le syndicalisme est en train de devenir une doctrine nouvelle et de menacer l'anarchisme dans son existence même ».

Le raisonnement est curieux. En effet, nous avons une organisation de masse de la classe ouvrière qui est en train de développer l'idée que le prolétariat peut s'émanciper lui-même, qu'il a créé pour cela une organisation et une doctrine. En somme, cette organisation applique le principe : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre de travailleurs eux-mêmes ». Face à Monatte qui dit en substance : les anarchistes devraient s'en réjouir, nous avons Malatesta qui répond : Non, ce n'est pas possible. En effet, dit ce dernier, le syndicalisme est « légalitaire », « conservateur » et « sans but accessible – et encore ! – que l'amélioration des conditions de travail ».

On notera que c'est *exactement* ce que dit Lénine :

« L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. » (Lénine, *Que faire ?*)

Malatesta fait semblant de ne pas comprendre. Alors que Monatte lui parle du *mouvement syndicaliste révolutionnaire français*, cette « école d'énergie, de pensée féconde » à laquelle il demande à tous les anarchistes de venir le rejoindre, Malatesta répond par « les grandes unions nord-américaines » qui,

« après s'être montrées d'un révolutionnarisme radical, aux temps où elles étaient encore faibles [...] sont devenues, à mesure qu'elles croissaient en force et en richesse, des organisations nettement conservatrices, uniquement occupées à faire de leurs membres des privilégiés dans l'usine, l'atelier ou la mine et beaucoup moins hostiles au capitalisme patronal qu'aux ouvriers non organisés, à ce prolétariat en haillons flétri par la social-démocratie ! »

Autrement dit Malatesta ne répond pas à Monatte et botte en touche. On en revient à l'idée, qu'il a en commun avec Lénine et l'ensemble de la social-démocratie, selon laquelle le syndicalisme ne peut jamais avoir une orientation révolutionnaire parce que la classe ouvrière a besoin d'un tuteur : les intellectuels bourgeois chez Lénine, les anarchistes de Malatesta, dont il ne précise pas l'origine de classe mais qu'on peut deviner.

Les anarchistes « spécifiques », c'est-à-dire pour l'essentiel ceux qui n'étaient pas dans la CGT, ceux qui auraient dû se réjouir de l'évolution prise par le syndicalisme, auraient pu répondre en masse à l'appel de Fernand Pelloutier en 1899, de Monatte en 1907, d'Amédée Dunois la même année qui appelle les anarchistes à rejoindre le mouvement syndical <sup>11</sup>.

Mais il y en a d'autres, comme celui évoqué dans un rapport de police datant du 6 novembre 1892, qui parle de la « tactique nouvelle des anarchistes en France », expliquant que circulait dans les milieux anarchistes un texte invitant les militants à s'investir dans le mouvement syndical <sup>12</sup>,

On peut en conclure qu'entre 1892 et 1907 de nombreux anarchistes n'étaient pas investis dans le mouvement syndical, tandis qu'à partir de 1908 d'autres sources montrent que le mouvement syndical avait en quelque sorte « fait le plein » de libertaires <sup>13</sup>...

---

<sup>11</sup> A. Dunois, *Un congresso anarchico*, in « Il Pensiero », 16 février 1907. Cité par Maurizio Antonioli, *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme*, éditions Noir et Rouge, 2014.

<sup>12</sup> Cf. Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, tome I, pp. 268-269. Le fait que ce document anticipe sur la « Lettre aux anarchistes » de Pelloutier, et qu'il date de novembre 1892, neuf mois après la fondation de la Fédération des Bourses du travail dont Pelloutier allait prendre la tête, ne peut être le fait du hasard : l'hypothèse que c'est Pelloutier lui-même qui ait rédigé cet appel n'est pas extravagante.

<sup>13</sup> Rappelons que c'est exactement à la même époque que le mouvement anarchiste communiste espagnol, jusqu'alors résolument anti-syndicaliste, décida (en 1907) de se rallier au mouvement syndical. (Voir : César M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir, 1868-1969*, Le Seuil, 1969, p. 67.).

Un rapport de police datant de 1908<sup>14</sup> lie la chute des ventes du *Libertaire* au fait que l'intégralité ou presque de ses lecteurs sont maintenant syndicalistes et ne trouvent plus de quoi les intéresser dans ce journal. Ce rapport dit que « la situation du journal "Le Libertaire" est absolument désespérée » ; « ...il ne répond plus à aucun besoin ; le genre anarchiste qu'il représente n'existe pour ainsi dire plus. Actuellement, presque tous les anarchistes sont syndicalistes et antimilitaristes d'abord, et les journaux représentant ces conceptions et ces méthodes d'action ne manquent pas et offrent plus d'intérêt que le "Libertaire" qui, malgré tous ses efforts n'a pu se mettre absolument à l'unisson. »

Le rapport poursuit : « Certes, il y a encore des anarchistes non syndicalistes, mais pas en nombre suffisant pour faire vivre un journal, et précisément pour ceux-là aussi, le "Libertaire" ne présente plus d'intérêt, ayant trop voulu faire du syndicalisme. Bref, il est trop syndicaliste pour les anarchistes purs, et pas assez pour les autres. »

Le rapport de police est pessimiste sur l'avenir du journal : « Sébastien Faure interviendra sans doute encore pour en retarder la disparition définitive, mais cette disparition est fatale. Seule "L'Anarchie", malgré les dissentiments de ses rédacteurs et son manque presque absolu de lecteurs, continue à être dans une bonne situation budgétaire, grâce à ses mystérieuses ressources. » (*Je souligne.*) On ne s'attardera pas plus avant pour savoir en quoi consistent ces « mystérieuses ressources »...

Les appels répétés des militants syndicalistes révolutionnaires invitant les anarchistes à rejoindre le mouvement syndical sont trop nombreux pour qu'ils ne soient pas l'expression d'un besoin réel de renforcer le courant révolutionnaire dans la Confédération, soutenir les luttes des travailleurs, se battre quotidiennement à leurs côtés de manière à acquérir une crédibilité, soutenir la direction confédérale contre les provocations du gouvernement et les intrigues des réformistes. Cela aurait sans doute été plus constructif que la politique du coucou proposée par Malatesta.

L'attitude de Malatesta par rapport au syndicalisme n'est pas nouvelle car déjà au huitième congrès de l'Internationale en 1876, il avait expliqué :

« À notre point de vue, à nous autres Italiens, l'Internationale ne doit pas être une association exclusivement ouvrière ; le but de la révolution sociale, en effet, n'est pas seulement l'émancipation de la classe ouvrière, mais l'émancipation de l'humanité tout entière ; et l'Internationale, qui est l'armée de la révolution, doit grouper sous son drapeau tous les révolutionnaires, sans distinction de classe<sup>15</sup>. »

---

<sup>14</sup> Archives nationales, Site de Pierrefitte-sur-Seine, Fonds de Moscou, versement 19940494 art. 54.

<sup>15</sup> James Guillaume James Guillaume, *L'Internationale, documents et souvenirs*, tome IV, 6<sup>e</sup> partie, ch. VIII. – Huitième Congrès général de l'Internationale, à Berne (26-29 octobre 1876).

L'Internationale, qui était une organisation de classe, est ainsi devenue aux yeux de Malatesta une organisation affinitaire. Nous sommes à *l'exact opposé* des positions de Bakounine, pour qui l'Internationale devait être une organisation de masse regroupant un maximum de travailleurs, sans programme politique défini, mais fondée sur la solidarité internationale de la classe ouvrière. Or là, Malatesta nous explique que l'Internationale ne doit pas être une organisation ouvrière, qu'elle ne vise pas seulement l'émancipation de la classe ouvrière, qu'elle doit être une organisation interclassiste, comme les partis politiques, c'est-à-dire regroupant des gens indépendamment de leur classe sociale. Or *c'est ce qui est arrivé à l'Internationale anti-autoritaire* : prise en mains par les « anarchistes » qui en ont modifié les statuts et fait adopter un programme anarchiste, elle s'est vidée de sa substance. D'organisation de classe qu'elle était, elle s'est transformée en organisation affinitaire, se réduisant à une Fédération jurassienne réduite à quelques intellectuels nostalgiques se réunissant pour parler du bon vieux temps.

Comme beaucoup d'anarchistes de l'époque, Malatesta s'était tout d'abord enthousiasmé pour le syndicalisme révolutionnaire. Il était venu en France pour assister aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1906 pour la journée de huit heures, mais il était reparti déçu que la CGT n'ait pas réussi à imposer cette revendication dès la première tentative : il en tira des leçons négatives sur le syndicalisme en général, ignorant que ce type de combat ne pouvait que se situer dans la durée et nécessitait en réalité de la patience et de l'obstination. Cette attitude est sans doute plus expressive de la distance séparant Malatesta de la classe ouvrière que de l'incapacité du syndicalisme à obtenir satisfaction sur la revendication des huit heures.

Car la grève générale de 1906 ne fut pas vraiment un échec. Préparée minutieusement depuis 1904, l'extrême frayeur anticipatrice qu'elle provoqua pendant deux ans dans l'esprit des patrons (beaucoup de gens faisaient des stocks de nourriture...) fit sans doute plus que la grève elle-même pour déclencher un peu partout des négociations aboutissant à des réductions sensibles d'horaires de travail et à des augmentations sensibles de salaire. Dès lors, un processus était engagé. Aucun militant syndicaliste ayant la plus petite expérience de la lutte n'imagine obtenir d'un seul coup l'intégralité d'une revendication.

L'absence d'esprit de suite chez les anarchistes a été soulignée par Jean Grave : « Il leur faut, pour débiter, frapper des coups de maître. Si, lorsqu'ils veulent réaliser quelque chose, on ne répond pas en masse à leur premier appel,

ils ne veulent pas s'attarder à faire la besogne ingrate, de marcher quand même au milieu de l'indifférence générale, de persister malgré tout <sup>16</sup>... »

Pour mémoire, en 1830 on travaillait de 15 à 17 heures par jour, 7 jours sur 7. En 1840 un décret fixe la journée à 12 heures mais la pression des patrons fait qu'il ne sera pas appliqué. Le congrès ouvrier socialiste, réuni en 1889 à Paris, décide d'inviter les travailleurs de tous les pays à organiser, chaque année, une journée revendicative internationale. La date en est fixée au 1<sup>er</sup> mai avec l'objectif d'obtenir la réduction de la durée légale du travail à huit heures. La loi Millerand organise progressivement la transition vers la journée de dix heures. Le repos dominical obligatoire n'est acquis qu'en 1906 à la suite d'une grève très dure. Imaginer obtenir la journée de huit heures en une seule mobilisation était extrêmement naïf. Voir donc Malatesta reprocher à Monatte et aux syndicalistes révolutionnaires d'avoir « une conception beaucoup trop simpliste de la lutte de classe » a quelque chose d'ironique, et son argumentaire révèle une incompréhension totale de la fonction de base du syndicalisme.

Pour disqualifier le syndicalisme, Malatesta a recours à trois arguments.

### ***Premier argument :***

Alors que les syndicalistes révolutionnaires disent :

- La classe ouvrière existe ;
- Mais il existe en son sein des contradictions internes.

Malatesta dit :

- Il existe des contradictions chez les ouvriers, du fait de la concurrence ;
- Par conséquent la classe ouvrière n'existe pas.

Il n'y a donc pas de solidarité de classe, et le fait que des travailleurs défendent leurs intérêts propres ne signifie pas qu'ils défendent « du même coup les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat ».

On en conclut que lorsque la CGT appelle à une mobilisation pour la journée de huit heures, il ne s'agit pas de défendre « les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat ».

### ***Deuxième argument***

Au sein de la « classe ouvrière » (les guillemets sont de Malatesta) règne la compétition, comme chez les bourgeois. Ouvriers comme bourgeois « subissent cette loi de concurrence universelle qui dérive du régime de la propriété

---

<sup>16</sup> Jean Grave, « L'Entente pour l'Action », *Les Temps Nouveaux*, 1911. Voir : [http://monde-nouveau.net/spip.php?article521&var\\_mode=calcul](http://monde-nouveau.net/spip.php?article521&var_mode=calcul)

privée ». Cette concurrence fait qu'« il n'y a donc pas de classes, au sens propre du mot, puisqu'il n'y a pas d'intérêts de classes ».

L'inexistence d'intérêts de classe chez les ouvriers fait donc qu'il n'y a pas de classe ouvrière. « Les intérêts économiques de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement en opposition avec ceux d'une autre catégorie. » Pire, « économiquement et moralement certains ouvriers sont beaucoup plus près de la bourgeoisie que du prolétariat ».

Pour couronner le tout, les ouvriers emploient souvent la violence contre les autres ouvriers, ceux qui travaillent pendant les grèves. Enfin, les syndicats, qui peuvent être radicaux lorsqu'ils sont faibles, deviennent conservateurs lorsqu'ils accroissent leurs effectifs, s'occupent à « faire de leurs membres des privilégiés dans l'usine » et sont « moins hostiles au capitalisme patronal qu'aux ouvriers non organisés, à ce prolétariat en haillons flétri par la social-démocratie ! »

« Or ce prolétariat toujours croissant de sans-travail, qui ne compte pas pour le syndicalisme, ou plutôt qui ne compte pour lui que comme obstacle, nous ne pouvons pas l'oublier, nous autres anarchistes, et nous devons le défendre parce qu'il est le pire des souffrants. »

Voilà l'essentiel des critiques que Malatesta adresse au syndicalisme.

Malatesta se fonde sur l'idée de concurrence entre les travailleurs pour récuser l'existence d'une classe ouvrière. Les travailleurs sont divisés en catégories (corporations ?) dont les intérêts sont « irréductiblement » opposés à ceux des autres catégories (corporations ?). Par ailleurs, il y aurait ceux que les syndicats transforment en « privilégiés dans l'usine, l'atelier ou la mine » ; et les « ouvriers non organisés », ce « prolétariat en haillons flétri par la social-démocratie », qui « ne compte pas pour le syndicalisme ».

Les questions que soulève Malatesta sont pertinentes, mais son approche n'est pas satisfaisante.

En effet, la fonction première du syndicalisme, ce qui constitue en quelque sorte son *essence*, c'est précisément de briser l'isolement des travailleurs face aux patrons et de réduire la concurrence que se font les travailleurs face à l'emploi. Les premiers syndicats se sont fondés sur cette base. C'est à partir de là que s'est constituée progressivement la conscience de la séparation entre classe ouvrière et capitalistes, que Proudhon explique dans sa *Capacité politique*. Il est certain que la fonction de réduction de la concurrence entre les travailleurs commence dans l'entreprise, dans la localité, dans un secteur d'industrie, elle a pour fonction ultime de s'étendre à l'ensemble de la classe ouvrière. C'est *précisément* pour cela qu'ont été créées les bourses du travail, les fédérations d'industrie, et en fin de compte la confédération.

Dire en conséquence que les intérêts économiques d'une catégorie de la classe ouvrière sont en opposition avec ceux d'une autre est un constat exact,

mais le syndicalisme a pour fonction de réduire cette concurrence. La formation de comportements corporatistes au sein du mouvement syndical est sans doute inévitable, mais c'est le rôle des militants révolutionnaires de les combattre, et ces comportements ne justifient pas une condamnation globale du syndicalisme.

Malatesta prend les choses à l'envers : il part du constat de la concurrence des travailleurs face à l'emploi comme prétexte pour condamner le syndicalisme, alors même que la fonction première du syndicalisme est de réduire (sinon supprimer complètement) la concurrence. D'ailleurs les travailleurs sont des acteurs directs dans la pratique de réduction de la concurrence, en se syndiquant. Les secteurs de la production où les salaires sont les plus élevés sont ceux où les travailleurs sont le plus organisés. Les salaires relativement élevés des ouvriers de l'imprimerie n'étaient seulement dus à la qualification professionnelle élevée de ces travailleurs mais à leur syndicalisation plus importante. Les syndicalistes révolutionnaires n'avaient aucune complaisance pour les travailleurs qui refusaient de se syndiquer. Pour Émile Pouget, ceux qui restent en dehors de l'organisation syndicale, qui refusent de lutter sont des « zéros humains », des « êtres inertes dont les forces latentes n'entrent en branle que sous le choc que leur imposent les énergiques et les audacieux ». (*Les Bases du syndicalisme.*) Le jugement est peut-être un peu dur, mais les non-syndiqués ne font pas seulement du tort à eux-mêmes, ils en font aussi aux autres, dont les luttes sont affaiblies par la défection des non organisés.

C'est là un principe de base de la morale ouvrière, cette même morale qui condamne les briseurs de grèves, dont le sort préoccupe manifestement Malatesta. Briser une grève est la pire des infractions qu'il est possible de faire à la morale prolétarienne. Certes, les briseurs de grève « sont des exploités comme eux et même plus disgraciés <sup>17</sup> encore ».

Quant à la violence ouvrière contre les jaunes, qui semble beaucoup affecter Malatesta, elle révèle encore une fois son ignorance d'un principe *essentiel* de la morale prolétarienne : *on ne brise pas une grève*.

Malatesta semble totalement ignorant de cette base élémentaire de la morale ouvrière. Le briseur de grève a beau être « un exploité comme les autres », il n'en est pas moins un traître à sa classe. Cette solidarité de *classe* – car c'est bien de *classe* qu'il s'agit, non pas d'« humanité tout entière » – est constitutive de la conscience qu'ont (ou devraient avoir) les travailleurs d'appartenir à une communauté.

Monatte est venu à Amsterdam pour expliquer ce qu'est le *syndicalisme révolutionnaire* et montrer qu'il est en cohérence avec les principes anarchistes.

---

<sup>17</sup> Malatesta, congrès d'Amsterdam, op. cit. « Disgracié » est une traduction erronée de l'italien « disgraziato » (un « faux-ami »). Il faut lire : « misérable ».

Malatesta répond en faisant une critique du *syndicalisme* (tout court). Bref, les deux hommes ne parlent pas de la même chose, et on peut se demander si Malatesta a réellement écouté Monatte car celui-ci, dans son intervention, a développé par anticipation des critiques sur le syndicalisme avec lesquelles Malatesta aurait pu être d'accord.

« Comme toute œuvre humaine, dit Monatte, le mouvement syndical n'est pas dénué d'imperfections et loin de les cacher, je crois qu'il est utile de les avoir toujours présentes à l'esprit afin de réagir contre elles. » Le principal travers du syndicalisme est que les individus s'en remettent au syndicat pour lutter à leur place, « alors que leur énergie individuelle aurait suffi ».

Monatte critique « cette néfaste tendance au recours continu, pour les petites comme pour les grandes choses, aux forces collectives » ; en d'autres termes, il réprovoe la mentalité d'assistés que le syndicalisme peut provoquer.

Enfin, Monatte s'en prend au « fonctionnarisme syndical » qui fait que « des militants n'occupent plus leurs fonctions pour batailler au nom de leurs idées, mais parce qu'il y a là un gagne-pain assuré » ; cependant, les organisations syndicales ne peuvent pas se passer de tous les permanents ; c'est là une nécessité « dont les défauts peuvent se corriger par un esprit de critique toujours en éveil ».

En fait Malatesta ne fait pas une critique du syndicalisme révolutionnaire. Il met en avant les défauts du syndicalisme des États-Unis ou de l'Angleterre avec lesquelles Monatte est d'accord ! Ce dernier dit en effet :

« En Angleterre, aux États-Unis, les trade-unions, elles aussi, ont largement pratiqué l'action directe. Par l'action directe, elles ont créé à leurs adhérents une condition privilégiée; elles empêchent les ouvriers étrangers de travailler même lorsque ces ouvriers sont des syndiqués; composées d'ouvriers " qualifiés ", enfin, on les a vues parfois s'opposer aux mouvements tentés par les manœuvres, les " non-qualifiés ". Nous ne pouvons approuver cela .<sup>18</sup> »

Malatesta a-t-il entendu ce passage de l'intervention de son jeune camarade français, qui condamne encore les typos français et suisses qui refusent de laisser travailler des femmes dans les ateliers ? Il n'y a donc aucun rapport entre les pratiques préconisées par la CGT et celles du mouvement syndicaliste réformiste anglais ou états-uniens.

Lorsqu'un projet de loi sur les retraites fut envisagé en 1901, la CGT se déclara « hostile à tout projet qui ne serait pas applicable aux étrangers résidant en France ». En avril 1906 la CGT tint un meeting à Paris pour appeler les travailleurs étrangers à participer à la lutte pour les 8 heures, « considérant que les frontières n'existent que par la volonté de ceux qui ont intérêt à diviser les

---

<sup>18</sup> Congrès d'Amsterdam, Ariane Miéville & Maurizio Antonioli, *op. cit.*

travailleurs pour les exploiter plus facilement ». On est très loin de l'égoïsme corporatif que Malatesta attribue, avec raison, au syndicalisme réformiste.

Malatesta n'emploie d'ailleurs jamais le terme « syndicalisme révolutionnaire ». Tout au plus dit-il une fois que le syndicalisme « se corse de l'épithète bien inutile de révolutionnaire ». Et il continue d'argumenter sans tenir aucun compte de l'approche spécifique du syndicalisme adoptée par Monatte et ses camarades. Il ignore délibérément que le syndicalisme révolutionnaire puisse être autre chose que du syndicalisme « ordinaire ».

Il en résulte que le congrès de 1907 n'a pas abordé un débat sur l'anarchisme et le syndicalisme révolutionnaire mais sur l'anarchisme et le syndicalisme. Mis à part les propos que tient Malatesta sur la grève générale, le syndicalisme révolutionnaire se trouve totalement hors débat.

## Commentaires 2

Il y a un autre texte dans lequel Malatesta évoque le congrès d'Amsterdam, intitulé « Il sindacalismo al congresso anarchico di Amsterdam », publié peu après le congrès<sup>19</sup>.

Malatesta a un point de vue idéaliste sur la classe ouvrière, c'est-à-dire qu'il ne la définit pas à partir de critères objectifs. Pour lui, l'ouvrier n'est pas un individu appartenant à un groupe qui se définit par sa fonction dans le processus de production. Il a en fait une vision misérabiliste de l'ouvrier : c'est quelqu'un qui est pauvre et qui vit misérablement, c'est le prolétaire en haillons et plus il est en haillons plus il mérite d'être l'objet des attentions des anarchistes. Car il y a des ouvriers embourgeoisés, dit Malatesta (mais dans ce registre Malatesta est *très en dessous* de ce que disait Bakounine de cette catégorie d'ouvriers), à propos desquels il tient des propos impitoyables. Mais si un ouvrier qui se prend pour un bourgeois, ou qui adopte les codes de comportement de la bourgeoisie, effectue un travail productif dans une usine, il reste un ouvrier, quoi qu'en pense Malatesta. Le fait qu'un individu « objectivement » ouvrier se comporte comme un bourgeois ne change rien au fait que c'est un ouvrier. C'est un problème qui relève de l'idéologie, c'est-à-dire de la perception faussée que l'ouvrier a de lui-même. La tâche des militants libertaires est de tenter de faire comprendre à cet ouvrier-là qu'il se trompe.

Le rôle central de l'ouvrier en tant que producteur tient au fait que sans la travail collectif de la classe ouvrière tout s'effondre, mais contrairement aux idées reçues développées en particulier par le marxisme, la classe ouvrière ne constitue pas la majorité de la population. Aussi la définition de l'« ouvrier » comme acteur de la transformation sociale doit-elle être complétée en élargissant en quelque sorte la perspective à celle de population exploitée, à

---

<sup>19</sup> In « Almanacco della Rivoluzione », Paterson, N.J., 1907, pp. 1922.

l'ensemble de la population laborieuse. La CGT-SR avait une définition du prolétariat (et non de la classe ouvrière) qui englobait une partie très importante de la population :

« ...l'ouvrier de l'industrie ou de la terre, l'artisan de la ville ou des champs – qu'il travaille ou non avec sa famille – l'employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l'écrivain, l'artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : le prolétariat <sup>20</sup>. »

Il est difficile de savoir si la réplique de Malatesta à l'intervention de Monatte relève de la mauvaise foi ou de l'ignorance. Il ne fait pas de doute cependant qu'il est assez ignorant de la nature réelle du syndicalisme, et il se montre par moments particulièrement candide. Notamment sur la question des permanents syndicaux, que Monatte aborde et que Malatesta reprend à son compte. Pour le révolutionnaire italien, un anarchiste qui accepte un poste de permanent est « perdu pour l'anarchisme ». Il reconnaît cependant que l'existence de permanents peut être nécessaire, mais cette tâche pourrait être assumée par « des hommes d'idées moins avancées », tandis que pour devenir permanent syndical l'anarchiste « doit sacrifier ses opinions personnelles » : « Le syndicat est réformiste, mais en son sein les anarchistes doivent rester purs, doivent être et rester des révolutionnaires. »

Autrement dit, des anarchistes peuvent bien assumer les fonctions de permanents syndicaux, mais comme ils y perdraient leur pureté en tant qu'anarchistes, il vaut mieux que cette fonction soit assumée par d'autres, « moins avancés » : « s'il faut vraiment transiger, céder, en arriver à des contacts impurs avec l'autorité et avec les patrons pour que l'organisation vive ou parce que les syndiqués en éprouvent le besoin ou parce que c'est là leur volonté, soit. Mais que ce soit les autres qui le fassent et non pas les anarchistes » <sup>21</sup>. (*Je souligne.*) Les anarchistes ne doivent pas se salir les mains.

C'est là une vision curieuse de l'anarchisme, plus proche de celle d'une secte religieuse que d'un mouvement révolutionnaire qui entend transformer la société. Pour que l'action révolutionnaire soit effective, il faut donc que les anarchistes restent « purs » parce que s'ils ne l'étaient pas, les masses ne pourraient pas percevoir et comprendre leur message. Malheureusement, c'est le contraire qui est vrai : les masses ne comprennent sans doute pas leur message *précisément* parce qu'ils veulent rester « purs », c'est-à-dire sans compromis avec la réalité. Malatesta ne comprend pas à quel point un militant anarchiste se

<sup>20</sup> Pierre Besnard, *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*. Cette définition englobe au moins 75 % de la population.

<sup>21</sup> *Pensiero e Volontà*, 16 avril 1925, cité par Ariane Miéville dans son introduction à « Anarchisme & Syndicalisme. — Le Congrès Anarchiste International d'Amsterdam (1907) » (Nautilus/Éditions du Monde libertaire, 1997)

déconsidérerait auprès de ses camarades de travail s'il se dérobaient devant ses responsabilités en refusant d'occuper des mandats syndicaux et en cédant la place à d'autres.

Mais il y a pire, à mon sens. La vision qu'a Malatesta de l'action syndicale part de l'a priori selon lequel les anarchistes seront toujours minoritaires.

Les syndicalistes révolutionnaires de la CGT avaient certes développé le thème de la « minorité agissante » mais leurs vues étaient à l'opposé de celle de Malatesta. Pour Pouget, par exemple, la « minorité agissante » avait vocation à être le moins minoritaire possible ; et elle était incontestablement *agissante*, pas contemplative.

Partant de l'idée selon laquelle le syndicat est nécessairement réformiste, Malatesta en conclut que le mouvement anarchiste ne doit surtout pas s'investir dans le mouvement syndical pour en prendre le contrôle. C'est un point de vue défaitiste. Ariane Miéville a raison de parler de « description des plus déprimantes » du mouvement syndical faite par Malatesta.

Or non seulement nous avons sous les yeux en 1907 un modèle qui contredit la vision de Malatesta (un modèle que celui-ci fait tout pour ne pas voir). La stratégie de Malatesta « apparaît comme difficilement praticable », écrit Ariane Miéville : « C'est un peu comme demander aux anarchistes de marcher dans la boue sans se salir les pieds. Comment avoir une quelconque crédibilité dans un syndicat si on laisse les responsabilités et le soin de mener les négociations aux autres courants politiques ? » C'est là le signe d'une méconnaissance totale de la réalité concrète de l'action syndicale.

A. Miéville propose une explication de l'attitude de Malatesta qui est très convaincante :

« Le point de vue de Malatesta peut s'expliquer de deux manières. D'abord, il n'était pas un véritable syndicaliste. A-t-il une fois dans sa vie connu le salariat ? Nous l'ignorons. Ses biographes le décrivent tour à tour comme apprenti mécanicien auprès d'un vieux camarade, chercheur d'or en Argentine, vendeur de sucreries dans les rues de Londres, à nouveau mécanicien ou électricien dans son propre atelier <sup>22</sup>... »

Cette attitude de défiance envers la perversion que peut susciter chez les anarchistes l'action *syndicale*, exposée dans *Pensiero e Volontà* en 1925, ne se retrouve curieusement pas du tout dans un texte datant de quelques années auparavant.

En 1921, il dit que le jour de la révolution, il faudra qu'il y ait « un nombre le plus grand possible d'ouvriers organisés, prêts à continuer la production, à établir des relations nécessaires entre pays et de catégorie à catégorie, procéder à la distribution et à tous les besoins de la vie »... En somme ce qu'a fait la CNT

---

<sup>22</sup>A. Miéville, *op. cit.*

espagnole en 1936<sup>23</sup>. Il serait intéressant de voir ce qui, entre 1921 et 1925, a fait fluctuer le point de vue de Malatesta. Selon toute probabilité, le mouvement des occupations d'usine dans l'Italie du Nord, qui débuta fin août 1921 (son article date d'octobre) lui donna-t-il une vision optimiste des choses. La prise du pouvoir par Mussolini un an plus tard a pu modifier son optique.

Mais en 1921, il dit que « les anarchistes devront pénétrer dans toutes les organisations ouvrières y faire de la propagande, y acquérir de l'influence et accepter dans leur sein toutes les fonctions et toutes les responsabilités compatibles avec leur qualité d'anarchistes ». La chose n'est pas sans danger, ajoute-t-il. « Mais comment faire ? Si on veut agir il faut courir le risque de l'action, qui dans ce cas est un risque moral, et le diminuer avec l'application d'une ligne de conduite bien déterminée et avec un contrôle continu et mutuel entre camarades. »

Il y a dans le mouvement anarchiste des camarades pour qui l'anarchie est un « idéal de perfection individuelle et sociale qui se réalisera peut-être dans quelques milliers d'années ». Ceux-là « ont de bonnes raisons de se tenir éloignés des contacts impurs et des positions compromettantes ». Mais la majorité des anarchistes pensent qu'il faut « mettre à profit toutes les forces utiles et toutes les circonstances opportunes ».

Si la critique de l'intervention de Monatte faite par Malatesta est en grande partie « hors-sujet » parce qu'en réalité il ne parle pas du syndicalisme révolutionnaire mais du syndicalisme en général, ce qu'il dit de la grève générale est également quelque peu « décalé ». Il a l'air de croire que les syndicalistes révolutionnaires pensent que la grève générale sera un processus pacifique : « gardons-nous bien, dit-il à Amsterdam en 1907, de tomber dans l'illusion néfaste qu'avec la grève générale, l'insurrection armée devient une superfétation ». Selon lui, la grève générale se limite à arrêter la production, après quoi « les ouvriers en quelques jours affameront la bourgeoisie qui, crevant de faim, sera bien obligée de capituler ». C'est là, dit Malatesta, une absurdité. « Les premiers à crever la faim, en temps de grève générale », ce seront « les ouvriers qui n'ont que leur travail pour vivre »<sup>24</sup>.

La grève générale serait donc un acte passif, consistant à cesser le travail, non un acte offensif destiné à reprendre en main la production – ce dernier point étant un aspect essentiel de la doctrine syndicaliste révolutionnaire, ce que Malatesta semble ignorer.

Donc la grève générale « telle qu'on nous la décrit est une pure utopie », car au bout de trois jours de grève l'ouvrier crèvera de faim, et s'il veut « s'emparer des produits de vive force » il trouvera face à lui « Des soldats, des gendarmes,

---

<sup>23</sup> « Gli anarchici nel movimento operaio », *Umanità Nova*, Roma 26, 27 et 28 octobre 1921.

<sup>24</sup> Amsterdam, 1907.

sinon les bourgeois eux-mêmes, et alors il faudra bien que la question se résolve à coups de fusils et de bombes. Ce sera l'insurrection, et la victoire restera au plus fort. »

Le paradoxe est que, critiquant la grève générale, Malatesta nous livre une description qui n'est *pas* celle des syndicalistes révolutionnaires, après quoi il pense récuser le syndicalisme révolutionnaire en fournissant une description qui est précisément celle des syndicalistes révolutionnaires :

« Le service des subsistances ne saurait admettre de suspension prolongée. Il faudra donc s'emparer par la force des moyens d'approvisionnement, et cela tout de suite, sans attendre que la grève se soit développée en insurrection. »

Malatesta récuse une idée qui n'est pas du tout celle des syndicalistes révolutionnaire : la croyance qu'on peut faire la révolution en s'emparant de tous les produits accumulés dans les magasins, ce qui n'a jamais été la position des syndicalistes révolutionnaires :

« Au fond l'idée de grève générale a sa source dans une croyance entre toutes erronée : c'est la croyance qu'avec les produits accumulés par la bourgeoisie, l'humanité pourrait consommer, sans produire, pendant je ne sais combien de mois ou d'années. »

Il ne s'agit donc pas tant pour les ouvriers de cesser le travail, dit Malatesta, que de le continuer « pour leur propre compte » – qui est *précisément* l'un des fondements du syndicalisme révolutionnaire. Il est difficile d'imaginer une grève générale expropriatrice, telle que la décrit déjà Pelloutier en 1895 dans « Qu'est-ce que la grève générale ? », comme pacifique. Simplement, il ne s'agit pas tant de s'attaquer frontalement au pouvoir d'État que de s'emparer des points névralgiques de la société. Les affrontements violents seront certes inévitables, mais la grève générale pourra les rendre moins sanglants en réduisant les affrontement directs avec les forces de répression. Pour les syndicalistes révolutionnaires, la grève générale expropriatrice remplace les barricades, parce que, comme l'avait constaté déjà Bakounine après la Commune, l'État dispose de moyens de répression supérieurs aux moyens dont dispose la classe ouvrière. L'invention du fusil Lebel, qui évite de recharger l'arme à chaque coup, a accru de manière terrifiante la puissance de feu des troupes de l'état.

Au congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers de juillet 1893, lors duquel le principe la grève générale fut voté à l'unanimité moins une voix, il était clair pour tout le monde que le déclenchement de la grève générale signifiait la révolution, et personne ne parla de révolution pacifique.

La fin de l'intervention de Malatesta à Amsterdam révèle peut-être ses préoccupations en 1907. Alors qu'il déplorait « jadis » que les anarchistes s'isolent du mouvement ouvrier, maintenant il « déplore que beaucoup d'entre nous, tombant dans l'excès contraire, se laissent absorber par ce même mouvement ». Et, montrant qu'il avait en réalité parfaitement enregistré les principaux thèmes du syndicalisme révolutionnaire, il ajoute :

« ...l'organisation ouvrière, la grève, la grève générale, l'action directe, le boycottage, le sabotage et l'insurrection armée elle-même, ce ne sont là que des *moyens*. L'anarchie est le *but*. »

Ce sont ces thèmes auxquels il oppose les siens propres : la révolution anarchiste « dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe », dit-il : nous aspirons à « la libération complète de l'humanité actuellement asservie ». On a l'impression que pour lui, la stratégie du syndicalisme révolutionnaire s'oppose à la réalisation de l'émancipation de l'humanité. Pour les syndicalistes révolutionnaires, elle est la condition de l'émancipation de l'humanité asservie.